

L'Italie au centre de la Méditerranée

Résumé de la conférence de **Paolo Modugno**¹ les 18 et 19 décembre 2018.

A bien des égards, l'Italie pourrait être perçue comme un laboratoire des idées et dérives politiques qui agitent l'exercice du pouvoir dans nos démocraties occidentales depuis une trentaine d'années. Ainsi, Berlusconi serait-il un précurseur de Trump, Renzi celui de Macron et le Mouvement Cinq Stelle (« M5S ») une anticipation, du moins en partie, des « gilets jaunes ».

En parvenant au pouvoir après 5 mois de crise gouvernementale et un premier refus du Président de la République Sergio Mattarella, la coalition « Vert-Jaune » composée de la Ligue et du M5S rassemble les contrastes et les contradictions. La base électorale et sociale tout d'abord : elle est composée de la petite classe moyenne périurbaine du nord pour la Ligue, tandis qu'elle représente les perdants de la mondialisation et des opposants déclarés de la classe politique au sud, pour les M5S. Les programmes sont également divergents : baisse de la dépense publique, réforme des retraites, simplification de la fiscalité et « flat-tax » sur le capital pour la Ligue ; anti-immigration, revenu universel pour tous et abandon des grands projets d'infrastructures.

Historique, enfin : la Ligue est, selon les critères de la politique italienne, un « vieux parti », créé en 1991, héritier de la secousse tellurique de « Mani Pulite », tandis que le M5S est un mouvement récent (2008), sans assise politique au sens traditionnel du terme, dont le blogueur et cofondateur Gianroberto Casaleggio a théorisé l'idéologie de l'exercice direct de la démocratie à travers les outils numériques et dont le chef charismatique, l'homme de spectacle, Beppe Grillo a assis sa notoriété par sa croisade contre le personnel politique italien. Ceci s'inscrivait dans un « bruit de fond » dont un des indices les plus marquants est le succès du livre « La Casta »².

Après six mois d'exercice du pouvoir, cet improbable attelage s'est heurté au mur des réalités avec la présentation en grande pompe du projet de budget 2019, début octobre. Celui-ci enfreignait non seulement les règles européennes d'orthodoxie budgétaire³ au point que le texte a été rejeté par la Commission européenne le 23 octobre, mais allait également déclencher une réaction de défiance des marchés financiers coûtant près de 5 milliards d'€ au Trésor italien par le renchérissement de l'écart entre le taux de référence européen et celui

¹**Paolo Modugno** est Diplômé de *Sciences po* où il enseigne l'actualité politique et culturelle italienne depuis de nombreuses années. Il est actuellement Chargé de mission «Europe du Sud et Belgique » au Centre Europe de la Direction des Affaires Internationales et des Echanges de *Sciences po* où il s'occupe des relations avec les principales universités de ces pays. En 2001, il a fondé *ANTE prima* une association consacrée à la promotion en France du cinéma et de la culture italienne. L'association organise, un samedi matin par mois, la projection-débat d'un film italien récent, au *Cinéma du Panthéon*. Il a également une activité de commentateur (notamment pour la *Radio Svizzera Italiana*) et collabore avec les pages Culture du quotidien *La Stampa*.

² Écrit en 2007 par deux journalistes du *Corriere della Sera*, «La Casta» dénonce la concussion et la corruption du personnel politique italien. Le livre s'est vendu à près de 2 millions d'exemplaires et a été traduit dans plusieurs langues dont le français.

³ Déficit excessif à 2,4% du PIB, contraire aux engagements à 0,8% pris par le gouvernement précédent ; prévisions économiques irréalistes ; objectifs de politique économique contradictoires, etc.

de la dette italienne porté à +2,6%. Dès lors, après un intermède d'invectives anti bruxelloises animé par les deux Vice-Présidents du Conseil Matteo Salvini (Lega) et Luigi Di Maio (M5S) et fortement médiatisées, s'ouvrait au sein même du gouvernement une lutte intestine entre le « partito trattativa » souhaitant un compromis avec Bruxelles et les eurosceptiques plus durs. La résultante de ces tractations, arbitrées par Président de la République Mattarella, a en définitive permis à l'Italie de trouver un accord avec les autorités européennes lors du Conseil européen du 14 décembre⁴ et d'éviter un scénario-catastrophe à la zone €⁵.

Malgré les tensions, quatre points d'accord font tenir ensemble cette coalition

La coalition d'intérêts très divergents soutenus par des bases électorales très différentes est susceptible de se maintenir en équilibre reposant sur quatre points :

- ✓ En premier lieu, l'existence du contrat de gouvernement, chèrement négocié et ouvertement revendiqué comme une victoire (après de trois mois de négociations) et revu à la baisse après la bataille du projet de budget 2019. Les ambitions de chacun ayant été, néanmoins réduites : la Ligue met en avant la réforme des retraites, le M5S le revenu citoyen ;
- ✓ En second lieu, le fonctionnement des rouages gouvernementaux et institutionnels : sous l'arbitrage du Président de la République, chacune des tendances a valorisé ses combats dans l'opinion tout en faisant fonctionner ses réseaux, tandis que les membres indépendants du gouvernement⁶ ont fortement relayé à Bruxelles et dans les capitales le message rassurant d'une recherche d'accord ;
- ✓ Troisièmement, les charmes de l'exercice du pouvoir politique : au-delà des avantages statutaires et matériels pour les intéressés, l'exercice gouvernemental permet d'ancrer les deux partis dans le système institutionnel et d'implanter localement des élus et des relais d'opinion ;
- ✓ Enfin, le soutien encore fort de l'opinion : malgré les conflits et les divergences incessantes, les enquêtes d'opinion confirment un soutien fort aux deux partis du gouvernement et en particulier à celui de Matteo Salvini qui, en tant que Ministre de l'Intérieur a affiché des positions très fermes sur la question de l'immigration (63% des italiens a une perception négative des migrations et 75% considèrent qu'il y a un lien entre migrants et criminalité).

Mais cette position instable est-elle durable ?

Plusieurs facteurs concourent à rendre très précaire la position de ce gouvernement (qui n'a pas encore 1 an d'existence et a déjà dû capituler sur une bataille emblématique) :

⁴ Baisse des allocations au fond de soutien au revenu citoyen et à la réforme des retraites, diminution du nombre de bénéficiaires (-4,7 milliards € de dépenses), renforcement du programme de privatisations et de vente des biens immobiliers publics à hauteur de 1% du PIB (+2 milliards de recettes), accélération des paiements des débiteurs publics aux entreprises, révision des prévisions de croissance à 1%, maintien de la dette publique en dessous des 130% du PIB, etc.

⁵ Ce qui a permis au Président de la République, lors de ses vœux à la Nation pour 2019, de conclure que si « l'Europe est une contrainte, elle est aussi une solution ».

⁶ Notamment le Ministre des Affaires étrangères Enzo Moavero Milanesi, le Ministre des Affaires européennes Paolo Savona et le Ministre de l'Economie et des Finances, le Pr. Tria.

- ✓ La situation économique de l'Italie reste très fragile, à la merci d'une crise financière (le retour d'un emprunt du Trésor sur les marchés fin décembre n'a pas été souscrit) et d'un nouveau conflit européen ; cependant que la situation sociale n'a fait qu'empirer ces dernières années : accroissement de l'écart Nord-Sud et désindustrialisation du Sud (Campanie et Pouilles, notamment dans les secteurs de la sidérurgie et de la mécanique), chômage des jeunes atteignant 23% en moyenne, émigration des jeunes vers l'Europe du nord, pessimisme social (seul 23% des sondés pensent que les jeunes auront un avenir meilleur que la génération précédente), etc.
- ✓ La situation politique n'est pas assainie : la majorité de la coalition « vert-jaune » est courte⁷ « Forza Italia » (parti de S. Berlusconi) est toujours présent dans les deux hémicycles avec un pouvoir de persuasion sonnante et trébuchante auprès de parlementaires susceptibles de défections ; le Parti Démocrate est en crise profonde, encore incapable de représenter une alternative depuis la chute de Renzi, cependant que les primaires devant intervenir prochainement pourraient assainir la situation.
- ✓ Les élections européennes, enfin, prédisent une victoire de la coalition (à 56-59%) mais risquent de faire éclater celle-ci tant la trajectoire respective des deux partis dans les sondages est défavorable au M5S (qui passe de 32 à 26% d'intentions) et tend à renforcer la Ligue (qui grimpe de 17 à 33% de soutiens). Il est vrai que le taux d'abstentions (32-33%) ouvre la porte, ici comme ailleurs en Europe, à tous les scénarios...

Dans ce contexte, quelle peut-être la stratégie de Salvini ?

Véritable animal politique, toujours en rupture mais sans jamais mettre l'essentiel en jeu, Matteo Salvini est incontestablement sorti comme le moins atteint par l'épreuve du budget et a affermi sa posture d'homme fort⁸, capable d'incarner un recours en cas d'éclatement de la coalition.

Cependant, ses marges sont étroites :

- ✓ En politique extérieure, il ne peut plaider une sortie de l'Europe, rejetée par une grande majorité de l'opinion et des élus dépendants des mannes du budget de Bruxelles ; en outre, la présence de l'Italie sur les terrains de conflit à l'étranger (Liban, Moyen-Orient) reste un point de fierté pour l'opinion et n'offre pas de potentiel pour des critiques politiquement rémunératrices ;
- ✓ Sur la question des migrants, bien que l'opinion semble lui donner raison, la réalité des faits est également forte : les accords européens sur la répartition, au cas par cas, des migrants sauvés en mer amènent, dans les faits, à une prise en charge par l'Italie d'un nombre croissant de rescapés, ce qui reçoit le soutien de l'église et des ONG droit-de-l'hommistes et caritatives, comme d'un nombre important d'élus locaux, y compris des grandes villes. Enfin, les arguments populistes à l'encontre des migrants (« seuls les migrants font des enfants ») sont contredits par les réalités démographiques italiennes qui

⁷ 56% à la Chambre, 53% au Sénat ; 5 des 18 ministres du Gouvernement sont des indépendants.

⁸ Jusqu'à frôler le ridicule lorsque Matteo Salvini endosse l'uniforme du GIGN italien pour vérifier en personne les conditions du débarquement de Cesare Battisti à l'aéroport de Rome, extradé du Brésil.

sont sensibles sur les sujets de proximité tels que l'emploi artisanal, ou l'actuarisation des cotisations sociales et de vieillesse.

Plus instable que jamais, l'Italie n'a pas fini de surprendre les analystes européens, ni d'assurer sa survie en dépit de la faiblesse de sa classe politique.

(Texte élaboré par Henry Marty-Gauquié)